Dix ans après les soulèvements : les perspectives de l'islam politique 2/2

Responsable

Anca Munteanu
(Geneva Center for Security Policy)

Mercredi 12 juillet 2023
11h-13h
Salle Athéna 047

Intervenants

Clément Steuer
(Institute of International Relations, Prague)

Haoues Seniguer
(Sciences po Lyon)

Thomas Pierret
(IREMAM – MMSH)

Résumé de l'atelier

En janvier 2011, la chute de la dictature tunisienne a ouvert le cycle des soulèvements populaires. Ces protestations se sont étendues au Maroc où la population a également contesté le *statu quo*. L'issue du Printemps arabe en Tunisie et au Maroc indique la différence entre les deux régimes, le second étant plus verrouillé que le premier. Néanmoins, une décennie après le Printemps arabe, ces deux régimes (autoritaires) se ressemblent de plus en plus depuis que le président actuel, Kaïs Saïed (depuis 2019), a dissous le Parlement tunisien et s'est orienté vers une centralisation du pouvoir. Dix ans après les soulèvements, les perspectives de l'islam politique dans la région sont marquées par la défaite électorale du PJD en septembre 2021 et la marginalisation politique d'Ennahdha depuis juillet 2021.
Dans une perspective comparative et à l'aune du contexte (inter)national récent, ce panel interroge la capacité des islamistes à s'adapter et à renouveler leurs projets politiques. À partir d'une analyse approfondie des interactions entre acteurs depuis 2010, il met l'accent sur les oppositions et leurs résultats au sein des groupes islamistes, ainsi qu'entre représentants politiques. Le panel souligne qu'au cours de ce processus, la capacité des islamistes à trouver de nouvelles stratégies de légitimation est essentielle pour leur continuité dans l'arène politique. Enfin, à travers des analyses théoriques et des études de cas, certaines études soulignent l'oscillation (possible) des groupes islamistes d'une part vis-à-vis de l'exercice du pouvoir et d'autre part vis-à-vis de la lutte armée.

Programme

Clément Steuer
Ennahdha et le gouvernement Fakhfakh : retour sur la dernière chance d'une union nationale en Tunisie
Les élections de septembre-octobre 2019 avaient été organisées dans un contexte de crise, née de l'alliance au Parlement des deux forces opposées lors des élections de 2014, le parti islamiste Ennahdha et le parti séculier du président Beji Caïd Essebsi (Nidaa Tounes en partie composé d'anciens hommes de Ben Ali). Cette alliance avait accéléré l'érosion du vote pour Ennahdha et créé les conditions pour l'émergence d'une compétition interne au camp islamiste (la coalition Karama), en même temps qu'elle avait entraîné la décomposition de Nidaa Tounes, dont trois partis se disputaient alors l'héritage. Bien loin de résoudre cette crise, les élections de 2019 l'avaient aggravée, puisqu'elles avaient porté à la tête de l'État un homme sans parti, Kaïs Saïd, et conduit à la formation d'un Parlement fragmenté : le premier parti, Ennahdha, disposait de moins

d'un quart des sièges (52 sièges sur 217), suivi par le parti de l'homme d'affaires populiste Nabil Karoui (Qalb Tounes, 38 sièges).
S'ensuivirent de longs mois de négociations, à l'issue desquelles le gouvernement Fakhfakh a été formé le 27 février 2020. Ce gouvernement reposait sur un attelage de quatre partis aux objectifs contradictoires : Ennahdha, mais aussi Tahya Tounes (le plus important des héritiers de Nidaa Tounes), le parti du Courant démocrate (social-démocrate) et le mouvement du Peuple (nassérien). Sa durée de vie a été très limitée, puisque Elyas Fakhfakh a démissionné dès le 15 juillet 2020, et qu'un nouveau gouvernement a été nommé le 2 septembre sous la direction de Hichem Mechichi. Le gouvernement Fakhfakh a néanmoins joué un rôle important, avec une priorité donnée dans un premier temps à la lutte contre la corruption, avant d'être très vite rattrapé par la première vague de Covid-19.
S'appuyant sur des entretiens avec des acteurs politiques de différents partis ayant participé à cette expérience et sur une analyse de la presse tunisienne, cette communication montrera que les relations entre les partis soutenant le gouvernement Fakhfakh ont contribué à dessiner les camps qui se sont affrontés à l'occasion du 25 juillet 2021. Elle souligne également que le rôle joué par Ennahdha dans la formation, l'action et la chute de ce gouvernement a aggravé les dissensions internes opposant entre elles plusieurs factions de ce parti. Ces dissensions ont finalement conduit à des défections massives dans les mois qui ont suivi le « passage en force » du président Kaïs Saïd.

Haoues Seniguer
Le Parti de la justice et du développement (PJD) au Maroc : retour sur une expérience au pouvoir

Thomas Pierret
Au pays des aveugles… : les Frères musulmans syriens dans l'exil et la guerre
Opérant exclusivement en exil depuis l'insurrection islamiste manquée des années 1979-1982, les Frères musulmans syriens avaient perçu le soulèvement de 2011 comme une occasion historique de réinvestir le champ politique national en position de force. Le parti Wa'd (« Promesse » et acronyme de Parti National pour la Justice et la Constitution) avait été créé en 2013 pour servir cette ambition. Une décennie plus tard, toutefois, la défaite militaire des insurgés syriens a sonné le glas des espoirs de transition, une situation qui interroge la raison d'être de la composante politique de l'opposition. Au sein de la rébellion armée, qui plus est, la principale faction liée aux Frères musulmans (Faylaq al-Sham) est toujours demeurée un acteur de second ordre sur le plan quantitatif. Il n'en demeure pas moins que les Frères musulmans continuent à bénéficier d'une situation avantageuse qui découle elle-même de leur qualité de seule force organisée parmi l'opposition politique syrienne. L'avantage des Frères réside premièrement dans leur multipositionnalité, c'est-à-dire dans le fait d'opérer simultanément dans différents champs d'action (politique, militaire, humanitaire, religieux). Le second avantage, en partie lié au premier, est leur capacité d'intermédiation, notamment entre groupes armés rivaux, et entre ces derniers et l'État turc.